

## Mali



### PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	2010	2011	2012(e)	2013(p)
<b>Croissance PIB (%)</b>	5,8	2,7	-1,5	3,0
<b>Inflation (moyenne annuelle)</b>	1,3	3,1	5,9	5,0
<b>Solde budgétaire* / PIB (%)</b>	-5,5	-7,5	-4,0	-3,7
<b>Solde courant / PIB (%)</b>	-12,6	-7,4	-5,4	-4,8
<b>Dettes publiques / PIB (%)</b>	29,5	30,6	29,2	27,0

(e) Estimations (p) Prévisions  
\* hors dons

#### POINTS FORTS

- ▲ Importantes réserves minières (troisième producteur d'or du continent africain)
- ▲ Annulations de dette dans le cadre des initiatives PPTE et IADM
- ▲ Poursuite de politiques macroéconomiques généralement prudentes

#### POINTS FAIBLES

- ▼ Forte dépendance à l'or
- ▼ Economie vulnérable aux chocs énergétique et alimentaire
- ▼ Enclavement géographique
- ▼ Croissance démographique élevée et pauvreté rurale
- ▼ Détérioration de la situation sécuritaire et politique

### APPRECIATION DU RISQUE

#### La récession devrait laisser place à une reprise de l'activité en 2013

Les perturbations économiques et financières consécutives au coup d'Etat de mars 2012 ont entraîné un recul du PIB réel en 2012, l'économie étant déjà en difficulté du fait de la mauvaise récolte de 2011-12. Les secteurs public et privé ont subi des dégâts matériels. La prise de contrôle du nord du pays par les rebelles a perturbé la production agricole et les commerces. Le tourisme a chuté. Le commerce et l'hôtellerie-restauration ont été durement affectés. La suspension de l'aide budgétaire et de l'aide projet des bailleurs de fonds a entraîné une contraction du secteur du BTP. En revanche, le secteur aurifère, situé dans le sud et l'ouest du pays a continué à tirer l'activité. En 2013, la production d'or devrait bénéficier du niveau élevé des cours mondiaux et de la mise en service de nouvelles mines. D'autres projets miniers, dont la mise en exploitation de gisements de fer, devraient arriver à maturité. En revanche, l'exploration pétrolière, localisée dans le nord du pays, a été interrompue. Enfin, la récolte de 2012-13 s'annonce favorable, ce qui devrait se traduire par une reprise du secteur agricole, qui représente plus du tiers du PIB. Dans ce contexte, la croissance devrait enregistrer un léger rebond. A moyen terme, les gisements aurifères devraient toutefois connaître un épuisement progressif et leur teneur diminuer. En revanche, les perspectives sont prometteuses, outre le minerai de fer, pour ce qui concerne l'exploitation de la bauxite, du phosphate et du manganèse. Les pressions inflationnistes, déclenchées en 2012 par la mauvaise récolte et la perturbation des échanges commerciaux, devraient légèrement s'apaiser en 2013.

## Une économie fragile mais de meilleurs résultats budgétaires et commerciaux

Les résultats macroéconomiques demeurent tributaires de l'évolution de la production agricole et des cours mondiaux. La croissance reste contrainte par l'insuffisance de l'investissement, liée elle-même aux problèmes de gouvernance et à l'enclavement géographique. Le pays reste confronté à des défis majeurs de développement. Toutefois, les comptes publics et extérieurs s'améliorent. Les autorités ont fait preuve de prudence en 2012 en matière de politique budgétaire en compensant la perte de recettes par une diminution des dépenses d'investissement et une réduction des subventions aux produits pétroliers et au gaz. Le budget 2013 présente un manque de financement que le gouvernement espère couvrir grâce à la reprise de l'aide budgétaire des bailleurs étrangers. Dans le cas contraire, un montant équivalent de dépenses sera gelé. Une mission du FMI est parvenue à un accord préliminaire avec les autorités en novembre 2012 en vue d'un appui dans le cadre d'une Facilité de crédit rapide. Celle-ci vient se substituer à la Facilité élargie de crédit de décembre 2011. Rappelons, par ailleurs, que le pays a bénéficié en 2006 des annulations de dettes prévues au titre de l'IADM, ce qui a permis de ramener le risque de surendettement à un niveau modéré. Le déficit courant est en recul. Compte tenu de la hausse des quantités extraites et des cours élevés de l'or, les exportations, concentrées sur cette matière première (75% du total), devraient continuer à augmenter. Les ventes à l'étranger devraient également bénéficier du démarrage de l'exportation de minerai de fer. En revanche, les ventes de coton seront affectées par la contraction des cours. Les importations devraient croître plus lentement que les exportations du fait de la relative faiblesse de la demande intérieure et de la détente des cours des produits de base importés. L'amélioration de la balance courante sera malgré tout freinée par l'effondrement du tourisme et la faiblesse des remises des travailleurs migrants.

## Une forte dégradation du contexte sécuritaire et politique

Le contexte politique et sécuritaire s'est profondément détérioré en 2012 avec la survenance d'un coup d'Etat en mars et la prise de contrôle de la moitié nord du pays par les rebelles touareg du MNLA et les groupes armés djihadistes (AQMI, Ansar Eddine, Mujao). Ces derniers ont fait main basse sur ce territoire depuis avril 2012 au détriment du MNLA, responsable du déclenchement du conflit en janvier 2012. Par ailleurs, après de longues négociations, la junte a accepté de se retirer partiellement pour céder le pouvoir à un président de transition, qui n'a que peu de marge de manœuvre. La démission forcée du Premier ministre, sous la pression de l'armée, en décembre 2012, n'a fait qu'accentuer la confusion politique. Le Président avait demandé, en octobre 2012, l'intervention d'une force internationale coordonnée par la Cédéao, avec soutien occidental. L'échec de la médiation ouest-africaine et l'avancée des djihadistes au-delà de la ligne de front, en direction de Bamako, ont contraint la France à intervenir militairement en janvier 2013 sans attendre le déploiement des troupes des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Cette intervention n'est cependant pas sans risque (dangers d'un enlèvement et d'un surcroît d'instabilité régionale) et devra prélude à la mise en place d'un nouveau projet politique national.